

Quelle identité européenne ?

Sophie Duchesne, janvier 2008

Preprint du texte paru dans les *Cahiers Français* 342 : *l'Identité Nationale*, sous la direction de Philippe Tronquoy.

Pourquoi parler d'identité européenne dans un ouvrage français consacré à l'identité nationale ? Faut-il y voir une façon d'affirmer que l'Europe est le futur annoncé de la « nation France » ? Qu'attend-on de l'identité européenne : qu'elle mette fin aux identités nationales en les relayant, ou qu'elle leur permette de perdurer en les complétant ? Quelles sont les échéances envisagées : imagine-t-on l'identité européenne comme déjà là, comme un processus en cours ou une construction qui reste à faire ? De fait, que sait-on, aujourd'hui, du développement d'une identité européenne ?

Déjà faut-il savoir ce que l'on entend par identité européenne. Dans le sens commun du terme, il s'agit principalement d'identifier un ensemble de valeurs ou de modes de vie assez largement partagés par les Européens et considérés comme caractéristiques des pays de l'Union. Le débat porte à la fois sur le degré d'homogénéité culturelle des Européens – en quoi les pays protestants différent-ils des catholiques ? Faut-il distinguer une Europe du Sud d'une Europe du Nord ? Les différences Est-Ouest datent-elles du communisme ou lui préexistent-elles ? etc. - et sur sa spécificité, notamment vis-à-vis des Etats-Unis. L'enjeu est alors de spécifier, pour les valider, les contours de l'héritage commun. Les débats correspondants ne manquent pas d'intérêt. Ils conduisent par exemple à souligner l'importance de la sécularisation sur le territoire européen, ou à préciser les particularités du « modèle social européen ». Ils conduisent aussi à discuter la nécessité de l'homogénéité culturelle pour la poursuite et le succès de l'intégration européenne<sup>1</sup>. Mais ces discussions sont souvent spéculatives, voire normatives et performatives. Surtout, ce qu'elles n'abordent pas, c'est le versant individuel de l'identité, la façon dont l'identité collective s'incarne dans les représentations individuelles. Si l'on sort du sens commun, comment alors définir, sociologiquement, l'identité ?

---

<sup>1</sup> Pour une discussion et une réponse négative à cette question, voir par exemple l'ouvrage récent de Jan Zielonka, *Europe as Empire. The Nature of the Enlarged European Union*, Oxford: Oxford University Press, 2006

## Retour sur la notion d'identité

Si la prégnance des sentiments nationaux – qu'ils relèvent de l'amour ou de la haine – est telle que l'on peut parler d'identité nationale sans avoir nécessairement à s'en expliquer, la notion d'identité européenne est trop peu courante et trop peu sûre pour qu'on puisse faire l'économie d'une définition préalable. La perspective empruntée ici sera celle de la sociologie politique<sup>2</sup>.

La notion d'identité est aussi largement utilisée en sciences sociales qu'elle est débattue, voire contestée, du fait même de la diversification et parfois du relâchement de son usage. Comme l'a montré Rogers Brubaker, la notion d'identité est utilisée pour évoquer à la fois : (1) ce qui est antonyme à la notion d'intérêt ; (2) les phénomènes collectifs renvoyant à la similitude, objective ou subjective, entre membres d'un groupe social<sup>3</sup> mais aussi (3) le processus interactif de compréhension et de solidarité entre membres d'un groupe qui soutient toute action collective ; (4) l'attribut permanent et profond d'un individu ou d'un groupe tout autant que (5) le moi moderne et sa nature instable, fluctuante et fragmentée<sup>4</sup>. La même notion est donc utilisée à la fois de façon quasi essentialiste (avec l'idée donc que l'identité réfère à des éléments tangibles, au sens de « déjà là », de données profondes qui s'imposent aux acteurs sociaux) et constructiviste (l'identité comme réalité relative car produite par les acteurs eux-mêmes, notamment à des fins politiques). Cette variété de significations et d'approches, souvent directement contradictoires, traduit le fait qu'à travers la notion d'identité, les sciences sociales tentent d'assumer les paradoxes fondamentaux de l'être humain, à savoir la façon dont il imbrique le collectif et l'individuel, la similitude, la différence et l'unicité, la permanence et le changement. Autrement dit, plutôt que renoncer à la notion au motif qu'elle est trop complexe, on peut arguer que c'est le défi de cette complexité, celle de l'acteur social, qui doit guider la construction du concept.

---

<sup>2</sup> La notion d'identité a été introduite en sciences sociales dans les années 60, et les travaux précurseurs ont été surtout le fait de la psychologie, avec l'apport d'Erik Erikson, et de l'anthropologie, avec ceux de Frederik Barth. En matière d'identité européenne, l'usage en est beaucoup plus récent (milieu des années 90) et les initiateurs ont été des psychologues sociaux. (cf. G.M Breakwell et E. Lyons eds., *Changing European Identities: Social Psychological Analysis of Change*, Oxford: Butterworth-Heinemann, 1996). Mais la notion d'identité européenne est maintenant couramment utilisée par les sociologues et politologues qui traitent de l'intégration européenne

<sup>3</sup> On reconnaît là la définition la plus fréquemment utilisée par le sens commun, notamment pour traiter de l'identité à propos des collectifs comme l'Europe, voire la nation.

<sup>4</sup>R. Brubaker, « Au-delà de l'identité », *Actes de la recherche en sciences sociales* 2001/3, 139, p. 66-85.

Ainsi, le sociologue Charles Tilly propose de définir les identités politiques comme des « arrangements sociaux », des histoires, des récits qui permettent aux individus de dire à la fois qui ils sont par rapport aux autres, et de caractériser les relations qui unissent les membres d'un même groupe<sup>5</sup>. Ces récits sont l'objet d'une compétition permanente dans le monde social, entre les entrepreneurs de mobilisation qui parlent au nom de certains groupes sociaux et politiques, les médias, le système politique au sens large. Les individus sont immergés dans ces récits qui leur fournissent, quoique de façon toujours débattue, voire contestée, les réponses aux questions relatives à « qui ils sont » et « qui sont les autres ». Ces récits contribuent aussi à façonner les formes de compréhension entre personnes du même groupe. Pour qu'on puisse pleinement parler d'une identité en rapport à un groupe, il faut qu'un débat existe sur l'histoire et les contours de ce groupe et que circulent des récits le concernant, de telle sorte que les individus les apprennent et se les approprient, en développant une certaine sensibilité aux débats qui les traversent, et modèlent<sup>6</sup> leurs façons d'interagir avec les autres en fonction de la nature des relations postulées par ces récits.

On voit bien comment cela fonctionne dans le cas de l'identité nationale : les nations sont bien, comme l'a écrit avec succès Benedict Anderson, des « communauté(s) politique(s) imaginaire(s), et imaginée(s) comme intrinsèquement limitée(s) et souveraine(s) »<sup>7</sup>. Mais il faut bien noter d'une part, que le caractère « imaginaire »<sup>8</sup> des liens qui unissent des nationaux n'enlève rien à l'influence très forte que ces liens ou la représentation qu'on en a exercent sur les attitudes et les comportements, ainsi qu'en témoigne l'histoire des ferveurs nationalistes au cours du siècle dernier. De plus, les imaginaires nationaux ne sont pas, comme la formule d'Anderson pourrait le faire croire, des systèmes homogènes, des récits unifiés, lisses, cohérents. Au contraire : les nations sont en proie à des débats constants sur ce qu'elles sont, sur l'interprétation de leur histoire, sur les contours de leur citoyenneté<sup>9</sup>. Les

---

<sup>5</sup> Charles Tilly, "Political Identities in Changing Polities?", *Social Research* 70/2, Summer 2003, p. 605-620.

<sup>6</sup> De façon largement inconsciente : nous sommes là dans l'ordre de ce que Norbert Elias désigne par l'*habitus*, qui relève de la socialisation et de l'apprentissage par l'expérience, non de l'éducation volontaire.

<sup>7</sup> Benedict Anderson, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 1996 (éd. O 1983), p. 19.

<sup>8</sup> Imagination ici renvoie aussi à construction : voir par exemple le livre d'Anne-Marie Thiesse, *La création des identités nationales (Europe, XVIII<sup>e</sup> – XX<sup>e</sup> siècles)*, Paris, PUF, 1999.

<sup>9</sup> Pour une mise en évidence du caractère récurrent des débats sur la nation française, voir le petit livre critique de Gérard Noiriel, *A quoi sert 'l'identité nationale' ?*, Marseille, Agone, 2007.

enfants sont, dès leur plus jeune âge, exposés aux récits nationaux<sup>10</sup> et interpellés, de façon répétée, tout au long de leur vie, en tant que protagonistes de ces histoires<sup>11</sup>.

En quoi cette façon d’appréhender l’identité s’applique-t-elle à l’Europe et permet-elle de préciser les contours de ce qu’est ou sera peut-être notre identité européenne ?

### **L’identité européenne, une structure de récits concurrents et partagés sur l’Europe**

Si l’on revient au concept d’identité tel que nous l’avons esquissé et exemplifié avec l’identité nationale, que faut-il observer pour pouvoir, en ce sens, parler d’identité européenne ? S’interroger sur le développement d’une identité européenne au sens sociologique du terme signifie regarder à la fois si se structurent à l’échelle de l’Union des récits concurrents sur l’Europe, son histoire, ses valeurs, sa vocation, ses frontières, ses projets d’une part ; mais aussi tenter de mesurer si et comment ces récits prennent place dans la structure des attitudes sociales et politiques fondamentales des citoyens. Mais observer empiriquement, sans recul, au fur et à mesure, si et comment se mettent en place ces deux niveaux interdépendants<sup>12</sup> d’une éventuelle identité européenne n’est pas sans faire surgir d’énormes difficultés.

Du côté de l’élaboration des récits, il s’agit donc d’observer comment des entrepreneurs de mobilisation s’engagent pour donner un sens à la construction européenne, et travaillent à reconstruire l’histoire – mais plus vraisemblablement les histoires – dont ils s’efforcent de doter l’Union. Ici la multiplicité des sources ou points d’observation constitue le principal obstacle. Si l’on compare aux documents consultés pour reconstruire la genèse des identités nationales, la démultiplication est patente, non seulement parce qu’on s’affronte à la totalité des productions discursives des entrepreneurs de mobilisation, et non pas seulement à leurs traces, mais aussi et surtout du fait de la démultiplication des supports et médias de communication. De plus, l’étendue du terrain va croissant, au gré des

---

<sup>10</sup> Pour une mise en perspective historique du conflit des récits nationaux dans le cadre de la socialisation infantine, voire la thèse d’Yves Déloye, *Ecole et citoyenneté : l’individualisme républicain de Jules Ferry à Vichy : controverses*, Paris, Presses de la FNSP, 1994.

<sup>11</sup> Comme l’a bien montré Michael Billig dans son ouvrage classique : *Banal Nationalism*, London, Sage 1995.

<sup>12</sup> Si dans une représentation simpliste du processus, les récits sur l’Europe préexistent aux identifications individuelles, de fait, on est plutôt face au dilemme de la poule et l’œuf. Car ce sont les membres d’un groupe, ceux qui s’y identifient, qui participent au premier chef à sa définition, à l’invention de son histoire. Sauf à postuler une forte rationalité stratégique des entrepreneurs de mobilisation qui s’investiraient dans cette création identitaire par intérêt, ce qui me paraît une simplification exagérée.

élargissements. Les travaux qui tentent aujourd'hui de suivre au fil des jours les initiatives qui contribuent à donner du sens à l'histoire de l'Europe sont nécessairement partiels.

Les plus faciles, et donc les mieux étudiés, sont les responsables institutionnels de l'UE, et tout particulièrement ceux de la Commission qui produisent de nombreuses déclarations, pages web et autres livres blancs destinés à donner un sens à son histoire, au-delà des questions d'efficacité économiques<sup>13</sup>. Leurs efforts ont été relayés et nourris par ceux des élites pro-européennes qui, dans de nombreux domaines, universitaire notamment (qu'on pense au développement rapide des *European Studies*), ont activement participé à ce travail de mise en récit. Il semble que l'on assiste donc, dans les milieux *de facto* européanisés d'élites mobiles et éduquées, à la structuration d'une opposition entre (au moins) deux présentations de l'Europe : une conception post-nationaliste dans laquelle l'UE apparaît comme moyen d'en finir avec les horreurs produites par les ferveurs et l'exclusive nationalistes, où la mise en récit de l'Europe est centrée sur la diversité et les droits fondamentaux ; et une position, peut-être plus modérément pro-européenne, dans laquelle l'intégration est plutôt comprise comme un processus consistant à limiter les effets pervers de la globalisation, dans la mesure où elle prolonge le pouvoir politique des nations en leur donnant les moyens d'agir, ensemble, à une échelle et avec des ressources appropriées. Cette tension entre l'Europe nouvelle étape dans l'intégration du monde ou à l'inverse, l'Europe étape de consolidation de la segmentation du monde, de reconstruction d'un équilibre des blocs, est l'une des lignes de structuration émergente des récits européens, visible notamment dans les débats de la Convention<sup>14</sup>.

On en trouve des traces également dans les manuels scolaires, où l'Europe est introduite peu à peu. Mais d'une part elle est introduite en complément des évocations nationales qui, si elles ont perdu partie de leur flamme, demeurent très présentes et conservent la paternité des « grands hommes qui font l'histoire »<sup>15</sup> ; par ailleurs, elle apparaît sous forme d'avenir plutôt que d'histoire et sert de cadre à la valorisation de la diversité<sup>16</sup>.

Cette structuration de récits européens reste cependant doublement limitée. Tout d'abord, parce que ces récits transnationaux, qu'on dira pour simplifier élaborés « à Bruxelles », connaissent, dès qu'il sont repris dans les médias, dans les discours politiques,

---

<sup>13</sup> Voir par exemple Antje Wiener, *'European' Citizenship Practice - Building Institutions of a Non-State*, Boulder, Col.: Westview Press, 1998.

<sup>14</sup> Voir par exemple We, the Peoples of Europe, in *Foreign Affairs*, November/December 2004, pp.97-110

<sup>15</sup> Yasmin Soysal, "Locating Europe", *European Society*, 4:3, 2002, 265-84

<sup>16</sup> S.Duchesne et Géraldine Bozec : « Apprentissage de l'universalisme citoyen. Premiers résultats d'une enquête à l'école primaire » in *Revue Internationale d'Education de Sèvres*, Dossier « L'élève, futur citoyen », n°44, avril 2007, p.95-104.

voire même à travers la littérature contemporaine, des déclinaisons majeures, des traductions, des « cadrages » en vertu de schèmes culturels et politiques nationaux : en somme, comme l'a bien montré Juan Diez Medrano, les histoires d'Europe restent très largement dépendantes des cadres nationaux dans lesquels on les diffuse et les traduit<sup>17</sup>. Autrement dit, ce n'est pas une identité européenne dont on observe aujourd'hui la construction, mais bien des identités européennes, qu'il faudra nécessairement un certain temps pour articuler.

De plus, ces récits européens atteignent difficilement le grand public qui entend finalement peu parler d'Europe en dehors de périodes très spécifiques comme les campagnes pour l'élection des euro-parlementaires ou les grands événements européens, telle l'introduction de l'Euro<sup>18</sup>. Pour reprendre les mots de Peter, Semetko et de Vrees, l'Union européenne dispose globalement d'une « importance invisible », autrement dit, un traitement digne des objets importants mais seulement dans les très rares cas où il en est question<sup>19</sup>. Pour l'essentiel, c'est bien l'invisibilité qui continue de caractériser le traitement qui est fait de l'UE dans les médias de masse<sup>20</sup>. Avec, pour conséquence, une capacité (variablement) limitée des citoyens de l'Europe à se l'approprier.

### **L'identification à l'Europe, un processus multiple au résultat imprévisible**

Qu'est-ce que notre concept suppose du côté des individus pour qu'on puisse effectivement considérer qu'il existe une identité européenne dont on peut définir les contours ? Il suppose qu'une large majorité des citoyens s'identifient à l'Europe ; autrement dit, que l'Union constitue pour eux un des groupes signifiants auxquels ils se sentent appartenir, dans l'histoire desquels ils se projettent.

Là aussi, les chercheurs rencontrent nombre de difficultés pour attester d'un tel état de chose. Il ne suffit pas de mesurer des opinions positives pour conclure à de l'identification ; pire, l'identification peut aller de pair avec des opinions négatives à l'égard du système politique européen tel qu'il est. L'identification est un processus à la fois plus stable et plus profond. Mesurer des identifications suppose un dispositif de recherche soit quantitatif et diachronique, permettant de travailler sur le long terme et d'observer les structures qui

---

<sup>17</sup> Juan Diez-Medrano, *Framing Europe: Attitudes toward European Integration in Germany, Spain, and the United Kingdom*, Princeton, NJ: Princeton University Press, 2003.

<sup>18</sup> Thomas Risse, « The Euro between National and European Identity », *Journal of European Public Policy* 10:4 August 2003: 487–505.

<sup>19</sup> Jochen Peter, Holli A. Semetko & Claes H. de Vreese, « EU Politics on Television News. A Cross-National Comparative Study », *European Union Politics*, Volume 4 (3): 305–327, 2004.

<sup>20</sup> Au moins pour les pays déjà bien installés dans l'Union. Pour les nouveaux accédants, les choses sont différentes.

gouvernement collectivement les attitudes par delà l'oscillation des opinions, soit qualitatif et approfondi, par lequel on accède aux fondements de la structuration des opinions individuelles. Dans une situation telle que nous la connaissons, où l'Europe reste pour beaucoup très éloignée des perceptions immédiates des individus, le risque d'artefact, de fausse mesure, est très élevé. Néanmoins, les recherches n'ont pas manqué sur la question des relations entre les citoyens et l'Union européenne, de sorte qu'il y a moyen aujourd'hui d'affirmer un certain nombre de choses.

Jusqu'au milieu des années 90, les attitudes à l'égard de l'intégration européenne étaient caractérisées par la notion de « consensus permissif »<sup>21</sup>. La Communauté en construction était trop lointaine pour que les citoyens s'y intéressent et s'opposent à ce qui apparaissait comme un projet des élites. Avec l'augmentation des pouvoirs du système politique européen et l'édiction, via le traité de Maastricht, de droits politiques individuels supplémentaires dont ils n'ont pas, ou guère, fait usage, le thème du « déficit démocratique » est devenu récurrent. Parallèlement, on a vu se développer l'usage de la notion « d'identité » pour désigner les attitudes positives des citoyens à l'égard de l'UE.

Pourtant, ces attitudes sont caractérisées d'une part, par la persistance, dans le long terme, de fortes disparités nationales – opposant par exemple les Italiens très favorables à l'UE aux Anglais eurosceptiques –, disparités irréductibles à des différences de perceptions d'intérêts ou de bénéfiques objectifs tirés de la construction européenne ; elles sont marquées d'autre part par le décalage tout aussi persistant qu'on observe entre les élites europhiles et les catégories populaires qui le sont peu. L'absence totale d'homogénéité, voire d'homogénéisation de ces attitudes peut donc sembler en partie contradictoire avec la notion même d'identité européenne.

De plus, l'usage de cette notion, construite par analogie avec l'identité nationale, a d'abord accompagné l'hypothèse, plus ou moins explicitée, que l'attachement à l'Europe supposait un détachement préalable, ou tout du moins, un affaiblissement des attachements nationaux. On sait aujourd'hui que la réalité est plus complexe. On observe à l'inverse que l'établissement de liens affectifs, ou du moins, non motivés par des intérêts, entre les citoyens et l'Union s'ancrent dans la force des appartenances nationales : c'est la multi appartenance qui est le premier vecteur de l'identification<sup>22</sup>. En conséquence, les formes qu'empruntent l'identité européenne, observée au niveau individuel, sont assez largement dépendantes de

---

<sup>21</sup> Selon les mots de Leon Lindberg et Stuart Scheingold dans le livre qu'ils ont édité en 1970 : *Europe's World-Be Policy: Patterns of Change in the European Community* (Englewood Cliffs: Prentice-Hall)

<sup>22</sup> S.Duchesne et André Paul Frogner : « Sur les dynamiques sociologiques et politiques de l'identification à l'Europe », *Revue Française de Science Politique*, vol. 52(4), Août 2002, p. 355-373

celles de l'identification préalable à la nation, lesquelles, ont le sait, sont très variables. Par ailleurs, les citoyens sont aussi très influencés par l'expérience directe et consciente qu'ils font de l'Europe, lorsqu'ils la font, lorsque leur profession, leurs engagements, leur position sociale ou géographique les amènent à prendre la mesure de l'emprise de l'Union européenne sur les modes de vie ordinaires. Sachant que pour la majorité des citoyens, la réalité du pouvoir européen, notamment dans ce qu'il peut avoir de positif, reste en partie masquée par les gouvernements nationaux.

Autrement dit, la notion d'identité, invoquée depuis le milieu des années 90 par les analystes des attitudes à l'égard de l'intégration, se heurte à la fois à la réalité de la disparité des mises en récits de l'Europe et à l'absence d'identification forte et homogène de la part des citoyens. Si on tend bien à observer, au niveau des élites, une forme de structuration des débats autour de l'Europe, qui peut servir de matrice à une identité européenne, ce débat connaît trop de traductions et donc de variations nationales, et est trop peu relayé du côté des populations pour jouer un rôle décisif d'entraînement en matière d'identification. L'apprentissage de l'Europe comme lieu de pouvoir et communauté politique de référence est très variable selon les pays et les groupes sociaux et pour la plus grande partie de la population, c'est le sentiment de distance qui continue de caractériser la relation qu'ils entretiennent avec ce système politique en construction. Aussi est-on bien en mal de dire, aujourd'hui, vers « quelle identité européenne ? » nous tendrons, si tant est que ce soit cette direction que nous prenons.